

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2159

Artikel: Journalisme "d'information" : nous sommes-nous fourvoyés? : À la recherche de la crédibilité perdue des médias journalistiques
Autor: von Burg, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014283>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

défendre de tels plans, présentés comme allant de soi?

Peut-être est-ce dû au fait que la Suisse a un taux de chômage de 3,6% (février 2017), qui équivaut à une situation de quasi-plein emploi, que le plus gros du trop-plein de valeur du

franc a été digéré, que la reprise paraît se concrétiser dans la plupart des économies développées, que dans ces mêmes pays le renchérissement s'inscrit aux alentours de 2% et que les taux d'intérêt ont commencé ou ne vont pas tarder à remonter au

cours des prochains mois et de l'année à venir - chez nous aussi en fin de compte. Cette normalisation de la conjoncture avance à pas plus rapides que la mise en place suggérée de moyens de financement pour «*gagner ainsi sur tous les plans*»!

Journalisme «d'information»: nous sommes-nous fourvoyés?

A la recherche de la crédibilité perdue des médias journalistiques

Dominique von Burg - 25 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31262>

«*Lügenpresse*» - «*médiocratie*» - «*système politico-médiatique*»... On pourrait multiplier ces termes, qui tous mettent en lumière la crise de crédibilité que vivent les médias et les journalistes.

Une crise aggravée par la multiplication des fausses nouvelles qui certes ont toujours existé, mais qui aujourd'hui se répandent comme des traînées de poudre sur les réseaux sociaux.

Et pourtant, les sociétés et les démocraties ont toujours besoin d'un journalisme crédible. Plus que jamais peut-être. D'abord pour établir les faits face aux «*vérités alternatives*» répandues sans vergogne par les Trump et leurs thuriféraires. Ensuite pour animer le débat public. Un débat public apparemment aussi vif que jamais à mesure qu'il s'étend sur les réseaux sociaux, mais également de plus en plus biaisé pour la

même raison. En effet, par la grâce des «*like*» et des algorithmes, on tend à n'échanger plus qu'entre «*coreligionnaires*». Les opinions se renforcent, elles ne s'affrontent plus.

Mais comment nous autres journalistes en sommes-nous arrivés à cette perte de crédibilité? Quelles erreurs avons-nous commises? Et comment regagner cette crédibilité pour répondre aux attentes? Qu'on me permette, modestement, d'apporter ma contribution à cet ample débat.

Pour nombre de journalistes de ma génération, les journaux et médias audiovisuels d'information ont représenté le modèle à suivre. Par rapport à la presse d'opinion, autrefois dominante, ils étaient perçus comme un vrai progrès. Comme la manifestation de la volonté des journalistes d'établir et de commenter les faits sans *a priori*. Certes, nous

ne prétendions pas à l'objectivité - notion philosophique plus que journalistique - mais notre absence de parti-pris garantissait un journalisme plus crédible que celui des feuilles radicales, conservatrices ou socialistes de naguère. Il faut rappeler aussi qu'à l'époque, les médias classiques étaient seuls à pouvoir s'adresser au grand public. Raison pour laquelle une certaine retenue avait du sens.

Mais aujourd'hui, ne doit-on pas constater que nous nous sommes fourvoyés? La posture même du journaliste au-dessus de la mêlée et des opinions n'a-t-elle pas fini par alimenter l'image du journaliste donneur de leçons? Nous ne voulions plus dire au public comment penser, fort bien. Mais n'est-ce pas notre prétention à la neutralité qui aujourd'hui n'est plus crédible? Chacun est légitimé à s'exprimer

publiquement, la subjectivité fait partie du jeu. Le journaliste aussi a son histoire, son point de vue. (A propos du «*retour des médias d'opinion*», écouter l'excellente interview de [Benoît Grevisse](#) dans *Tribu* sur la RTS.)

N'avons-nous pas confondu une prétendue neutralité avec l'obligation déontologique d'aller au fond des choses, de manière dépassionnée? N'ayons pas peur d'assumer notre subjectivité, ne craignons pas d'écrire à la première personne. Non pas pour imposer nos opinions. Mais pour exposer comment nous enquêtons. Comment nous confrontons les données factuelles, les opinions. Comment nous réagissons à la découverte des réalités et des témoignages que nous recueillons. Comment peut évoluer notre opinion propre.

Il nous faut résolument

privilégier le journalisme de terrain. Tourner le dos à un journalisme institutionnel auquel nous avons trop souvent succombé, qui résulte surtout de notre trop grande proximité avec les décideurs. Ces décideurs, circonstance aggravante, qui pratiquent avec toujours plus de *maestria* l'art de la communication, dont un des objectifs est d'empêcher une recherche indépendante de la vérité. Plus nous pratiquerons un tel journalisme institutionnel, et plus le public nous percevra comme les simples relais, pour ne pas dire les complices, des pouvoirs en place.

La reconquête de notre crédibilité passera donc par un journalisme d'enquête résolument critique à l'encontre des pouvoirs. Et par un journalisme de terrain à la recherche des réalités de la vie des gens. Des enquêtes et des reportages effectués par des

journalistes qui ne se mettent pas au-dessus du lot, qui assument leur subjectivité.

Mais un tel journalisme est exigeant. Il demande du temps et des moyens, de la profondeur et du suivi. Des bases indispensables qui sont en train de disparaître. Les journalistes spécialisés ne sont plus rémunérés à la hauteur de leur travail et sont obligés de faire de l'alimentaire, parfois au mépris de leur déontologie. Quant aux rédactions, leurs effectifs fondent comme neige au soleil, et chacun doit y parer au plus pressé.

C'est tout le paradoxe. Au moment où les médias journalistiques doivent regagner leur crédibilité, ils refusent ou sont incapables de s'en donner les moyens. La crise du journalisme d'information sera-t-elle finalement celle du journalisme tout court?

Quand les Etats-Unis découvrent la TVA

La politique fiscale protectionniste de Trump et RIE III

Lucien Erard - 23 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31256>

«*America first*»: [la révolution fiscale](#) annoncée par les Républicains colle parfaitement avec le cri de guerre de Donald Trump. Elle exprime en effet une politique protectionniste censée réduire le déficit commercial des Etats-Unis.

Du débat sur la réforme de la

fiscalité outre-Atlantique, on a surtout retenu que le taux d'imposition des entreprises allait passer de 35 à 20%. Mais le mécanisme proposé constitue en réalité une véritable révolution. A l'avenir, la taxation des entreprises ne portera plus sur le bénéfice mais sur le *cashflow*, à savoir le

chiffre d'affaires diminué des dépenses d'exploitation, y compris les salaires, et des dépenses d'investissement. D'où son appellation *Destination-Based Cash Flow Tax* (DBCFT). De par son analogie avec la TVA, on lui a collé l'étiquette de «*taxe au profit ajouté*» (TPA).